

2 Politique

**Visa d'entrée en France
Externalisation de la procédure**



La délégation du Gabon échangeant avec les responsables de TLS contact.



Vue partielle de la salle d'accueil.



Étape de vérification et d'authentification des documents du demandeur.

Martina ADA METOULE
Fès/Maroc

Depuis quelque temps, la France à l'instar d'autres pays d'Europe a décidé de confier le traitement des dossiers de demande de visa à une entreprise du groupe Téléperformance. C'est en vue de cela que la société TLS contact qui a été choisie, a conduit une délégation de journalistes gabonais au Maroc. Ceci, dans le but de s'imprégner de ce qui se fait dans ce pays frère, notamment dans la ville de Fès.

TLS contact c'est désor-

mais l'entreprise qui aura la charge d'assurer le traitement des dossiers de demande de visa pour entrer en France. Ayant opté pour l'externalisation de cette opération, la France a sollicité l'expertise de ladite société qui, depuis plus de dix ans, fait ses preuves avec plusieurs pays en matière de visa et de passeports. C'est fort de cela que TLS contact qui devra s'installer au Gabon, dans les tout prochains jours, a initié une mission au Maroc. Il était question pour les journalistes gabonais qu'accompagnaient le directeur des Affaires consulaires du ministère des Affaires étran-

gères Girault Effangone et un représentant de l'ambassade de France au Gabon, Thibaut Lafon, d'aller s'enquérir de la pratique de TLS contact à Fès. A noter tout d'abord que l'objectif principal de cet opérateur est de réduire considérablement le délai d'obtention du rendez-vous. Avec ce qui se passait autrefois, un demandeur passait près de trois mois avant d'être reçu au consulat général de France à Fès. Or, c'est dorénavant en trois jours que le rendez-vous s'obtient et ce, dans les locaux du nouveau prestataire. De plus, ce dernier s'est chargé de tout

mettre en place pour que les conditions d'accueil soient réunies. "Nous voulons assurer la meilleure qualité d'accueil", avait indiqué le directeur général Moyen-Orient/Afrique, Romain Bouthors. C'est dans des locaux spacieux, aérés et sécurisés que les demandeurs de visa se plient aux différentes étapes de traitement de leurs dossiers. En clair, près de trente minutes suffisent pour qu'un demandeur passe toutes les étapes (dépôt du dossier, vérification des documents, biométrie, caisse, etc.) avant que son dossier soit acheminé vers le consulat

général pour décision finale. Il est important de souligner le rôle majeur des ambassades ou des consulats dans ce processus. Au terme de tout ce procédé, la décision de délivrance de visa revient uniquement aux ambassades. Aussi, toutes les actions de l'entreprise TLS contact sont vérifiées ; entre autres, le volume de rendez-vous quotidien est dicté par le consul de France, etc. Par ailleurs, l'entreprise TLS contact dans sa pratique a mis en place une batterie d'outils afin de faciliter la décision émanant du Consulat. A ce jour, ce

sont près de quarante cinq mille demandeurs annuels qui ont été reçus par TLS. Soulignons qu'avec son expertise en interface via la traçabilité, TLS contact est présent à travers le monde avec plus de deux cent trente (230) centres. Comme à Fès au Maroc, TLS contact aura pour mission, d'ici quelques jours, d'assurer les mêmes services au Gabon pour le compte de l'ambassade de France. A ce titre, leurs locaux à Libreville ont été visités, mardi dernier, par les journalistes conduits par le consul général de France.

Partielles 2016

La liste électorale remise à la Cénap

SM
Libreville/Gabon

LA Commission électorale nationale autonome et permanente (Cénap) a reçu, hier, du ministère de l'Intérieur, la liste électorale relative aux élections

partielles du 18 juin prochain. C'est le ministre de l'Intérieur, Pacôme Moubellet Boubeya qui a remis ce document important pour l'organisation d'un scrutin politique, au président de la Cénap, René Aboghe Ella. Et ce, conformément aux dispositions des textes électoraux. Cette liste qui concerne les

élections législatives partielles à venir sur treize (13) sièges à pourvoir prend en compte un collège électoral global de soixante-cinq mille vingt-deux (65022) électeurs, répartis dans 227 centres de vote, pour deux-cent quatre-vingt-quinze (295) bureaux de vote. «Elle reprend, pour chaque ins-

crit, les éléments traditionnels qui apparaissent sur la carte d'identité nationale», a indiqué Pacôme Moubellet Boubeya. Notons que la cérémonie, plutôt sobre, s'est déroulée, au siège de la Cénap, en présence de plusieurs collaborateurs du membre du gouvernement et du bureau de la Cénap.



Le ministre de l'Intérieur, Pacôme Moubellet, après la remise symbolique de la liste électorale au président de la Cénap, René Aboghe Ella.

Tribune des Partis politiques

La politique, pas la "guerre" !

EN politique, rappelait Blaise Pascal, "il n'y a que deux excès : exclure la raison, n'admettre que la raison". Depuis quelque temps, davantage en cette année dite électorale, notre pays vit désormais sous une espèce de chape de plomb. Les hommes politiques, tous bords confondus, sont accusés d'entretenir, mais à dessein, ce climat délétère. Surtout dans ce contexte particulier de la Présidentielle à venir, prévue pour se tenir, légalement, au plus tard au mois d'août prochain. En effet, nul besoin aujourd'hui de regarder par le bout de la lorgnette pour voir et comprendre que certains acteurs politiques, qu'ils soient de la "gauche" ou de la "droite", ont décidé de "négativer" le ton de leurs discours. Au point de susciter une gêne perceptible dans la masse plurielle. Au sein d'une société où, par ricochet, plusieurs de ses pans vivent dorénavant avec la peur au ventre. Au motif ou prétexte, c'est selon, que la passe-d'armes entretenue par les imprésarios de différents camps politiques qui s'affrontent déjà - visiblement dépouillée de toute sagesse, celle qui aurait pu rassurer le

peuple - suscite plutôt des inquiétudes entretenant dangereusement une fièvre dont la température ne fait que monter graduellement. Entendu qu'en plus des propos aigres-doux habituellement utilisés dans leur vocabulaire politique, certains acteurs politiques (de l'opposition et de la majorité) ont comme décidé d'alourdir, sinon de détériorer, de manière sournoise, un climat sociopolitique déjà délétère à bien des échelons. Qui ne demande qu'à retomber en pression. Mais plutôt que cela, certains, par leurs comportements, veulent semer la peur dans le pays. Leurs propos et autres intimidations s'apparentant de près, davantage aujourd'hui, à des facteurs adjuvants d'une cause nocive. Dont le Gabon, havre de paix reconnu, n'a besoin ni aujourd'hui, ni demain. Depuis la nuit des temps, ses enfants, unis dans la concorde et la fraternité, ont toujours, en dépit de leurs différences, su vivre dans la symbiose. Dans la convivialité. Sachant, même au plus fort de certains orages passés, comme en 1990 lors de la Conférence nationale, surmonter leurs diver-

gences qui, sous d'autres cieux, ont été des détonateurs des remous innommables. C'est justement pour cimenter notre jeune démocratie que feu Me Pierre-Louis Agondjo Okawé, alors leader charismatique du Parti gabonais du progrès (PGP) en avait appelé à la "paix des braves". Afin de voir le Gabon, notre maison commune, continuer à voguer dans des eaux paisibles. Conscient qu'il était, et avec lui bien d'autres compatriotes épris de paix, de justice et de sagesse, que "la paix n'a pas de prix !". C'est dans cette veine que feu Omar Bongo Ondimba, et avant lui le président Léon Mba, et aujourd'hui Ali Bongo Ondimba, en passant par feu la présidente intérimaire Rose Francine Rogombé, ont su puiser des ressources pour maintenir le Gabon sur ce cap que, nombreux, ailleurs, ont perdu malgré eux. Dans la foulée de certains événements douloureux. L'heure est donc au ressaisissement. Il revient dorénavant aux écuries politiques de sensibiliser leurs militants sur la nécessité du "vivre ensemble". Et aux journalistes, que nous sommes, qui n'avons "ni grades, ni amis, ni ennemis, mais restons ambivalents",

de faire objectivement notre métier : "informer de manière honnête et responsable pour gagner la confiance de l'opinion. Pour être crédible. Pour ne pas biaiser la démocratie". Au lieu d'imiter les grands maîtres dans leurs œuvres. Eduardo Cue, journaliste émérite, qui a fait ses classes au Washington-Post, au New-York-Times, à France 24, etc. nous rappelait au cours d'une formation transversale sur la déontologie journalistique, à Garmisch, petite ville allemande, à environ 200 kilomètres de Munich, qu'"une presse libre mais objective est une partenaire incontournable pour la démocratie". Car tels des superbes, les politiques sont jugés selon leurs œuvres. Moralité : "En politique, qui est poli est politique". Mieux, écrivait Olivier Dassault : "Quand on doit parler, on doit dire ce que l'on croit juste, le jugement de l'histoire n'est pas notre affaire mais celle de ceux qui le forment en analysant les faits avec le recul du temps". Faites donc la politique, et non la "guerre" !